

MIGRATIONS

Une solidarité de façade

David Wagner

Qu'il s'agisse de l'afflux migratoire des Balkans ou d'Afrique du Nord, les Etats européens, comme le Luxembourg, renforcent leurs forteresses et n'apportent aucune solution à long terme.

C'était si prévisible. Lorsque la nouvelle de l'arrivée d'une soixantaine de réfugiés dans la petite localité de Bollendorf-Pont de la commune de Berdorf fut annoncée, la levée de boucliers d'une partie de la population était comme programmée d'avance. Annoncée le 23 mars, les habitants de la commune ont pu trouver, six jours plus tard, une « Invitation à une réunion d'information pour les citoyens de Bollendorf-Pont, Grundhof et Weilerbach - Sujet : l'hébergement de 60 Romas dans un hôtel à Bollendorf-Pont (cf article Tageblatt du 23.3.2001) ». Le tract comprenait cinq points qui devaient être discutés, en présence notamment du bourgmestre et de membres du conseil communal, notamment de savoir si « Cette forme 'd'asile touristique' est-elle souhaitée ? » et, surtout, à six mois des élections communales, « Quelle est la position de notre conseil communal face à ce sujet ? ». Cerise sur le gâteau, ces personnes devaient être installées dans un « hôtel quatre étoiles ». Hôtel qui, comme en témoignait le couple de propriétaires ruinés en larmes devant les caméras de RTL, n'accueillait plus de clients depuis longtemps, car l'ancienne bâtisse était devenue insalubre.

Mais le mal était fait et il contenait tous les éléments d'un cocktail explosif : l'origine rom des réfugiés, leur

quantité rapportée à la population totale de la localité (dont la commune en accueille déjà dans la localité de Weilerbach) et la mise devant les faits accomplis par l'Etat - tout cela ne pouvait aboutir qu'à une situation malsaine. L'ADR ne s'y est d'ailleurs pas trompé lors de son congrès national d'il y a deux semaines en remuant tant et si bien le couteau xénophobe dans la plaie pour faire passer ces réfugiés pour des profiteurs que sa propre organisation de jeunesse, Adrenalin, s'est fendue d'un communiqué de presse de distanciation par rapport au parti-mère.

Que l'ADR fasse feu de tout bois sur de tels sujets n'est guère étonnant pour ce parti droitier en perte de vitesse. Le problème s'accroît lorsque le chef du gouvernement en personne, d'une manière plus subtile, s'emploie à s'adresser, lors de sa déclaration sur l'état de la nation, à une frange de son électorat qui voit d'un mauvais oeil l'arrivée de ces personnes. Concédant que ces réfugiés viennent de conditions de vie difficiles, il n'hésite pas dans le même temps à jouer au père la rigueur en rappelant qu'ils devront repartir au bout de trois mois, car la Serbie, leur pays d'origine, serait un pays « sûr ».

Or, le qualificatif de pays « sûr » est plus que relatif et la Ligue des Droits de l'Homme n'a pas omis de le rappeler, en citant un récent rapport d'Amnesty International intitulé sans ambiguïtés : « Home is more than a roof over your head : Stop forced evictions of Roma in Serbia ». Dans ce rapport, l'organisation rend compte d'une amplification des ex-

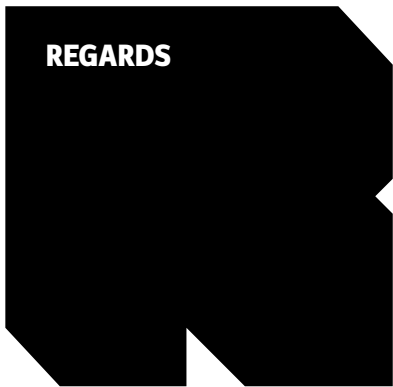




PHOTO: DAVID WAGNER

Le quartier Kirchberg est à l'image de l'Union européenne contemporaine : froid et distant, tentant de contenir le foisonnement de la vie.

pulsions forcées de Roms depuis le mois d'avril 2009. Sur les ondes de nos confrères de la radio 100,7, Karin Waringo, présidente de l'association Chachipe, qui défend les droits des Roms, et qui se rend régulièrement dans les régions habitées par des Roms, relate le cercle vicieux dans lequel les Roms sont enfermés : « Ils quittent leurs petits villages où ils ne disposent d'aucun moyen de subsistance pour les grandes villes où ils vivent dans des bidonvilles. Mais ces bidonvilles sont rasés et ils doivent retourner dans ces villages ».

La Serbie, un pays pas si sûr que ça

Le problème des Roms en Serbie, s'ils ne font pas l'objet de persécutions étatiques au sens strict - bien qu'ils soient victimes d'agressions de hooligans et d'autres organisations d'extrême-droite violentes, voire de policiers - c'est qu'ils sont tout simplement des citoyens de seconde zone, ne disposant pas de papiers d'identification et sont privés d'accès à l'emploi, à la sécurité sociale, aux soins et à l'éducation. Même la Commission européenne, qui ne peut pourtant pas être soupçonnée de gauchisme invétéré, s'en est émue, par le biais de son commissaire aux Droits de l'Homme, dans une prise de position publiée le 20 mai 2010, en rappelant que ce déni d'accès à l'éducation est « illégal ».

D'ailleurs, la proposition du gouvernement luxembourgeois d'« aider », par le biais de projets, à améliorer la situation des Roms dans leurs

pays d'origine, après les y avoir refoulés, ne constitue pas une solution valable aux yeux de Waringo : « Cette équation est simpliste, car le problème est celui de l'accès aux droits élémentaires. En plus, les gouvernements de ces pays se dédouanent de toute responsabilité en se disant que puisque les pays occidentaux, ensemble avec des ONG sur place, soutiennent des projets, ils n'auraient plus besoin d'améliorer la situation des Roms ».

Mais il faudrait aussi agir au Luxembourg. Lors d'une conférence de presse vendredi passé, les deux députés verts Viviane Loschetter et Felix Braz ont sévèrement critiqué l'absence de toute volonté politique de la part des derniers gouvernements successifs de s'attaquer à la problématique du manque d'infrastructures d'accueil pour les demandeurs d'asile. « Nous assistons à un mauvais remake », affirme Loschetter, « en 2004 déjà, la même ministre, Marie-Josée Jacobs, disait que le Luxembourg ne disposait pas d'assez de lits. Elle joue maintenant la même rengaine. Le gouvernement ignore le problème en espérant qu'il ne devra plus faire face à la venue de nouveaux réfugiés ». Et de remarquer, en passant, que ce scénario s'est répété en 2009 et désormais cette année, soit à chaque fois lors d'une année électorale. Les chiffres de l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) sont parlants : en 2003 et en 2004, plus de 1.500 demandes de protection internationale avaient été déposées contre seulement 786 l'année dernière. En 1999, suite aux

conflits armés dans les Balkans ce chiffre avait même dépassé les 3.000 selon Felix Braz. Et de demander, à l'instar du Syvicol et de l'Asti, une table ronde incluant le gouvernement, les communes et les ONG du terrain, afin de trouver une clé de répartition adéquate entre les communes des infrastructures d'accueil de réfugiés.

« Aider les populations sur place afin d'éviter qu'elles ne migrent en Europe » était aussi le crédo du ministre de l'immigration Nicolas Schmit lors d'un briefing en marge du Conseil européen « Justice et affaires intérieures » en ce début de semaine et qui avait eu lieu dans notre capitale. Ce même jour, le ministre italien de l'Intérieur, Roberto Maroni, membre de la très xénophobe et droitière « Ligue du Nord », n'avait pas eu trop de mal à dépasser sur leur gauche ses homologues européens, en pointant leur manque de solidarité avec l'Italie. Environ 30.000 réfugiés d'Afrique du Nord, venant d'une Tunisie libérée du joug de Ben Ali ont déjà débarqué sur la petite île de Lampedusa. La proposition italienne est le « burden sharing ». En d'autres termes, l'Italie a demandé à ses partenaires de l'UE de se partager ces exilés, mais a esquivé une fin de non recevoir.

Schmit lui aussi comprend les gouvernements qui refusent cette possibilité, car elle enverrait un « mauvais signal » aux jeunes Tunisiens qui mettrait en péril leur vie en voulant traverser la Méditerranée. D'ailleurs, le système Frontex, qui garde quasi militairement les côtes de la forteresse européenne, verra son budget renfloué. La solution serait donc une

aide économique de l'UE à l'adresse de la Tunisie nouvelle. Ce mardi, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est d'ailleurs rendu à Tunis afin de trouver un accord avec le nouveau gouvernement. Celui-ci devrait s'engager en contrepartie à renforcer ses efforts de contrôler ses flux migratoires. L'on ne sait pas par contre encore très bien en quoi consisterait cette aide, mais l'on sait déjà qu'elle misera sur la « croissance économique » et concernera le secteur du tourisme. Le problème, pour qui connaît un tant soit peu les réalités tunisiennes, c'est que le tourisme, s'il constitue un secteur majeur de l'économie de ce pays aux charmes incontestables, est aussi, comme cela est souvent le cas dans des pays où le tourisme de masse prédomine, une des raisons des déséquilibres tant sociaux qu'écologiques. De plus, l'on ne peut que s'interroger sur cette future aide économique européenne. Après tout, la Tunisie était déjà un partenaire privilégié de l'UE sous l'ère Ben Ali qui faisait subir à son pays, en « bon élève » selon les critères européens, une cure de libéralisation de l'économie. « Une libéralisation de façade », rétorque Schmit, « car en fait l'économie était aux mains du clan du président et de sa femme ». Cela n'est pas faux certes, espérons seulement que les déclarations de solidarité de l'Europe envers la jeune Tunisie ne sont pas non plus « de façade ».